

**Gestion foncière au Tchad, stratégie des acteurs locaux.  
Étude appliquée au canton Bédogo, Département du Lac-Wey**

*Samuel BEKAYO*

*Cadre formateur, Responsable de zone du Logone Oriental,  
Association d'Appui aux Initiatives Locales de Développement  
Tchad*

**Samuel BEKAYO**

D'abord fils du paysan, j'aime bien le monde rural où j'ai grandi. Après la licence en géographie, j'ai fait 2 ans d'agronomie et un master en géographie, option gestion foncière. J'ai participé aux colloques et séminaires de formation dont le MOGED organisé par l'IEPF à Yaoundé et celui organisé par le SIFEE à Niamey au Niger. Ces connaissances acquises m'ont permis de réaliser de grandes études, dont l'EIES de la plage de Dissing, le PGES du PARSET, l'évaluation de l'AELP, et autres (voir CV).

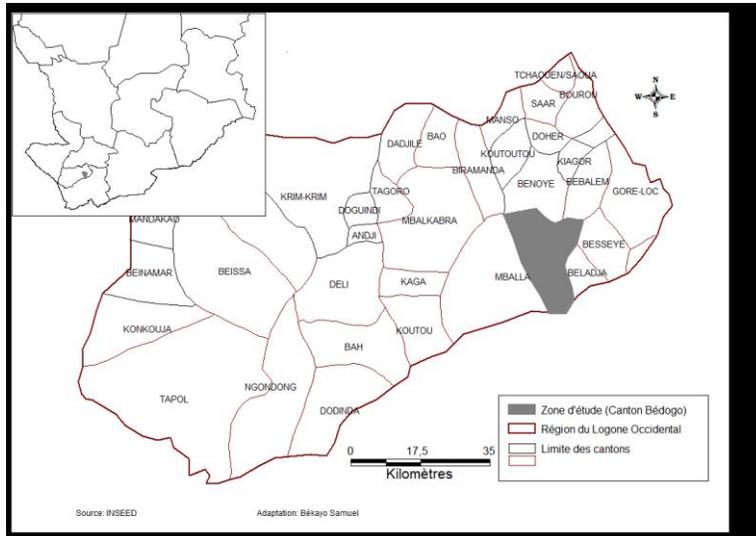
Actuellement, je suis le responsable de zone du Logone Oriental, région où se développe le projet d'exploitation pétrolière, l'un des grands projets en Afrique au Sud du Sahara. C'est une zone soudanienne propice aux activités agricoles. Ces dernières années, elle est sous une forte pression humaine qui menace quelques zones de forêt abritant encore la faune sauvage (pachydermes et autres). J'ai initié la mise en place des réseaux appelés Observatoire Rural de la Biodiversité (ORBIO) chargés de lutter pour la conservation des richesses naturelles locales.

**Introduction**

Pays sahélien à vocation agropastorale, le Tchad à l'instar des pays subsahariens a connu, ces deux dernières décennies, assez de problèmes dans la gestion de ses ressources foncières et toute autre ressource connexe. Ces problèmes sont notamment dus aux facteurs climatiques induisant une forte dégradation des milieux biophysiques, mais aussi aux facteurs anthropiques (forte croissance démographique exacerbant les actions de l'homme sur la nature). La présente étude permet de faire un état des lieux des ressources naturelles, de connaître les principaux acteurs qui interviennent dans la gestion de ces ressources, mais aussi d'appréhender toute la problématique de développement local dans ce contexte de changement climatique dans cette zone dont l'économie est basée essentiellement sur les activités agropastorales.

**1. Présentation de la zone d'étude**

Le canton Bédogo est l'un des cantons de la sous-préfecture de Moundou rural, département du Lac-Wey, région du Logone occidental. Créé par décret n° 437/PR/PM/MAT/06 du 14 juin 2006, il est situé à environ 60 km au nord-est de Moundou. Il est limité au nord par le canton Bébaïem, au nord-ouest par le canton Bénoye, à l'ouest par le canton Mballa, au sud par le fleuve Logone faisant une frontière naturelle avec le canton Mbikou et à l'est par les cantons Béladja et Besseye.



**Figure 1 :** Carte de présentation du canton Bédogo

Bédogo, nom d'un canton au sud du Tchad, veut dire littéralement « village des buffles ». C'était une zone de forêt dense où les richesses en faune et flore étaient d'une importance inestimable. De nos jours, toutes ces richesses ont presque disparu. On y trouve quelques arbres parsemés et jalousement gardés dans les champs avec une faune réduite aux rongeurs et reptiles presque rares. Les recherches menées sur le thème : « Gestion foncière au Tchad, les acteurs locaux et leurs stratégies. Étude appliquée au canton Bédogo, Département du Lac-Wey » a permis de faire prendre conscience de l'état de dégradation quasi irréversible de l'écosystème naturel du canton.

## 2. Objectif de l'étude

L'objectif global de la recherche est de disposer des informations sur les pratiques foncières locales en vigueur dans le canton.

La recherche se donnera comme tâche de :

- faire un état des lieux des ressources foncières du canton Bédogo;
- identifier et caractériser les différents acteurs intervenant dans la gestion des ressources foncières;
- analyser la mise en valeur des ressources foncières;
- analyser les stratégies d'accès, de transmission et de sécurisation du foncier.

## 3. Approche méthodologique

La démarche méthodologique est basée sur une approche totalement participative utilisant les outils suivants :

- diagnostic environnemental participatif (DEP) à travers les focus-groupes;
- bilan simplifié dans les exploitations familiales;
- atelier de restitution de masse dans les villages échantillons soutenue d'une réflexion prospective;
- un exercice de « cartographie mentale », mené partout a permis à la communauté de se rendre compte des changements intervenus dans leur milieu naturel depuis une date de référence donnée par les personnes âgées.

## 4. Analyse des résultats

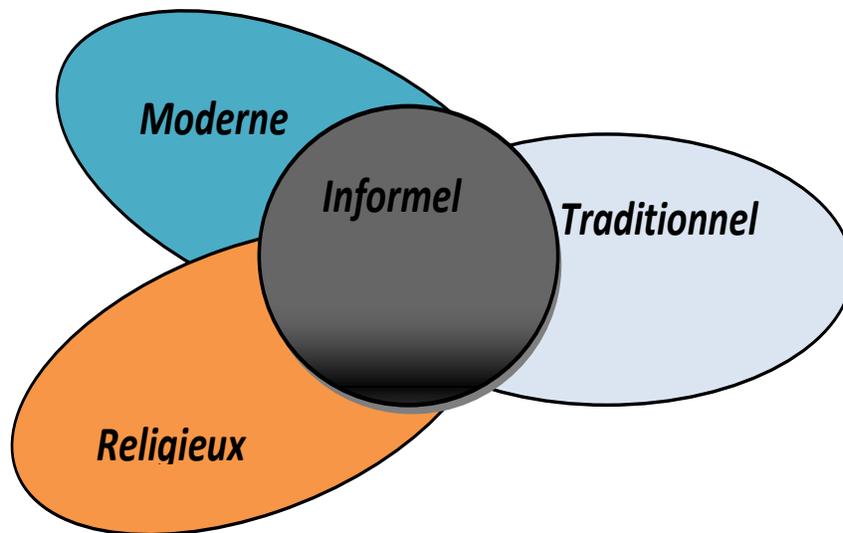
L'analyse de la situation foncière dans le canton a permis de relever qu'il y a :

- forte dégradation des ressources foncières due aux actions anthropiques (pression sur l'espace, activités agropastorales) et aux facteurs climatiques (changement climatique = pluviosité);
- temps de jachère très réduit (1 an) sinon nul;
- les pratiques informelles basées sur la monnaie tendent à supplanter les dispositions modernes et pratiques traditionnelles en matière de gestion foncière;

- la tendance est à l'individualisation de la propriété foncière;
- une forte croissance démographique;
- une déforestation accélérée due au nomadisme cultural, vente des bois de chauffe et de charbon, cuisson des briques pour les maisons.

Il en résulte ce qui suit :

- plus de brousse qui n'appartient pas à la communauté, la tendance est à la propriété privée;
- perte considérable de faune et flore;
- baisse considérable de fertilité des sols;
- conflits fonciers très récurrents et parfois violents;
- exode massif des bras solides dans d'autres zones propices aux activités agro-sylvo-pastorales;
- les pratiques informelles et la monnaie priment sur les dispositions légales mal interprétées et souvent méconnues dans les transactions foncières.



**Figure 2 :** Lien entre les droits traditionnel, religieux, moderne et les pratiques informelles

Dans le canton comme partout ailleurs, il faut noter que les pratiques informelles tendent à dominer les dispositions modernes et traditionnelles de gestion des ressources foncières. Ce qui reste la principale cause des conflits issus des transactions foncières.

Il y a une prise de conscience de la situation de dégradation de l'environnement, mais aussi de la tendance à la saturation du canton. Cela amène les autochtones à organiser régulièrement des assemblées générales au cours desquelles des mécanismes de contrôle et des décisions importantes sont pris. Nous pouvons citer en exemple :

- la mise en place d'un mécanisme local (échelle cantonale) de gestion du terroir regroupant les chefs traditionnels et les leaders paysans des différents villages;
- la prise de décision en assemblée visant à assurer un contrôle du fond terre (interdiction de vente de terre aux allogènes, limitation des dimensions à accorder aux églises, etc..);
- l'obligation de limitation des naissances, à un nombre enfants maximum par famille;
- etc.

##### **5. Les principaux acteurs identifiés**

Les principaux acteurs identifiés sont entre autres :

- les agriculteurs et/ou agropasteurs;

- les fonctionnaires de l'État ou des ONG;
- les opérateurs économiques;
- les élèves, pères de famille.

*NB: les femmes ont facilement accès à la terre de nos jours.*

## **6. Stratégies des acteurs**

Eu égard à cette situation foncière difficile dans le canton, les stratégies mises en place par chaque acteur sont fortement liées aux seules préoccupations d'appropriation et de sécurisation du fond terre. Elles sont marquées à différent niveau par :

- accès à la terre :
  - héritage;
  - achat, mais surtout entre les autochtones;
  - échanges;
  - pouvoir, surtout les autorités;
- valorisation des terres :
  - application des itinéraires techniques agricoles : paillage, cordons pierreux, rotation des cultures;
  - utilisation des bouses de vache (achat, contrat de fumure, etc.);
- sécurisation du fond terre:
  - regroupement et clôture des terrains;
  - installation dans l'exploitation;
  - construction des infrastructures (maisons, bassin de stockage d'eau,...) solides et durables;
  - mise en place du verger;
  - papier de reconnaissance de la propriété foncière signée des autorités : chef de terre, chef de village, chef de canton, sous-préfet, etc.;
  - utilisation des gris-gris, fétiches, etc.

Outre ces stratégies basées sur l'accès, la valorisation et la sécurisation des terres, d'options orientées vers les activités non agricoles sont prises. Il y a alors :

- forte sollicitation des producteurs en formation sur les techniques culturales;
- forte scolarisation des enfants : encouragement et orientation pour d'autres secteurs d'activités;
- développement du commerce et du secteur artisanal, notamment la mécanique, menuiserie, etc.);
- départ de certains pour les zones propices aux activités agro-sylvo-pastorales ou bien en exode rural;
- etc.

## **7. Conclusion**

Eu égard aux analyses faites des résultats de nos recherches, nous comprenons que le canton vit une situation foncière très difficile. L'étude recommande des actions concrètes pouvant permettre de prévenir et de gérer efficacement les éventuels conflits qui naîtraient de la gestion du fonds terres et autres ressources naturelles connexes. Il faut donc:

- encourager et appuyer la consolidation du mécanisme local de gestion du terroir;
- encourager et former à l'intensification des activités agricoles : les techniques culturales et pastorales doivent être améliorées;
- informer et sensibiliser la population sur les enjeux des changements climatiques;
- favoriser la disponibilité et l'accès à l'eau potable à tous à travers une bonne couverture des ouvrages hydrauliques;
- favoriser l'accès et la compréhension des textes légaux en matière de la gestion du foncier au Tchad;
- développement de l'association élevage/agriculture.

La mise en place des fermes agro-sylvo-pastorales appelées « Chaîne Cohérente de Production / Continue et Positive (CCP/CP) » permet aux acteurs locaux non seulement de mettre en valeur les ressources, mais aussi de les sécuriser.